

Belle embellie pour l'économie rennaise

L'ÉDITO

“ Ce nouveau VigiEco souligne les chiffres positifs de l'économie et de l'emploi, signe que l'année 2019 devrait encore être un excellent cru pour l'économie rennaise. Au-delà des chiffres, c'est toute la politique économique, d'attractivité et de promotion du territoire, engagée par Rennes Métropole depuis quelques années qui porte ses fruits. Rennes est maintenant clairement identifiée dans les milieux économiques nationaux et internationaux. Pour preuve, dans leurs arbitrages de localisation à l'échelle nationale, Sodial et Wallix, ont fait le choix d'implanter leurs centres de R&D à Rennes, au cœur de la « Milk valley » bretonne et du 2^e pôle d'innovation en cybersécurité de France.

Attirer des entreprises est un objectif important, mais aider les entreprises locales à se développer reste la priorité n°1. C'est pourquoi, il est nécessaire d'accompagner les entreprises qui rencontrent aujourd'hui certaines difficultés à trouver les compétences dont elles ont besoin pour franchir un cap.

Pour répondre à ce défi, Destination Rennes vient de mettre en ligne le nouveau site www.recrutement-rennes.com, outil unique en France, qui en combinant un algorithme et le dépôt de son CV permet de cibler automatiquement les offres les plus adaptées parmi plus de 11 000 offres d'emploi sur le territoire.



Henri-Noël RUIZ
Directeur de l'Audiar

Le renforcement des tensions géopolitiques et commerciales, où les États-Unis s'imposent comme un des maîtres du jeu, conditionne un environnement incertain qui voile quelque peu la perception de l'avenir des acteurs économiques. La guerre commerciale et le Brexit ont conduit les entreprises d'une part à intensifier leurs échanges entre les pays concernés par anticipation des hausses de droits de douanes et d'autre part, à réorienter leurs flux commerciaux vers des pays en dehors des conflits. En Europe, la commission européenne estime que les plus grands pays européens, qui sont également nos principaux partenaires commerciaux, vont enregistrer en 2019 des taux de croissances modestes (Italie : + 0,1 %, Allemagne + 0,5 %, Royaume-Uni + 1,3 %) à l'exception de l'Espagne (+ 2,3 %). En France, le ralentissement économique se confirme également, le rythme de croissance du PIB français devrait atteindre 1,3 % en 2019 contre 1,7 % en 2018 et 2,4 % en 2017.

Les indicateurs économiques français restent cependant bien orientés depuis le début de l'année. Plus de 100 000 emplois ont été créés dans l'hexagone au 1^{er} trimestre, le taux de chômage a atteint son plus bas niveau depuis 10 ans (8,5 %) et le montant des créances impayées par les entreprises demeure faible. Les indices de confiance des ménages et du pouvoir d'achat remontent et devraient permettre à l'économie de poursuivre sa croissance au second semestre.

L'aire métropolitaine rennaise profite plei-

nement de cette conjoncture favorable. Les effectifs salariés privés ont augmenté de 2,8 % en un an, soit plus de 6 800 postes supplémentaires. Le taux de chômage a de nouveau diminué pour atteindre 6,4 %, confortant ainsi Rennes en tant que zone d'emploi où le taux de chômage est le plus faible comparativement aux autres métropoles françaises. En revanche, les chômeurs de longue durée et les seniors rencontrent toujours des difficultés à trouver un emploi. Fortement dynamisé par l'accélération des recrutements en CDI, les embauches en contrats longs ont atteint un niveau historique, avec 21 000 contrats signés sur le 1^{er} trimestre. L'intérim se porte bien (+ 9 % de postes sur un an) et les indicateurs liés à la santé financière des entreprises sont également bien orientés. Les défaillances se maintiennent à un niveau bas comme le montant des créances des impayés et les enquêtes d'évolution de chiffres d'affaires sont très favorables.

Premier secteur créateur d'emploi, le numérique a créé plus de 1 120 postes supplémentaires sur une année. Très liés à ce secteur, les activités de services supérieurs ont gagné 640 emplois. Viennent ensuite, les secteurs de la construction (+ 650), du transport-logistique (+ 540), de l'hôtellerie-restauration (+ 490) et des services opérationnels (+ 490). Les effectifs de l'industrie (hors numérique) sont stables en 2019 dans l'aire urbaine rennaise.

L'EMPLOI ET LA MASSE SALARIALE

Croissance soutenue de l'emploi sur un an : + 6 800 postes

La croissance de l'emploi rebondit fortement au premier trimestre 2019 après une fin d'année poussive et franchit la barre des 250 000 emplois salariés privés dans la zone d'emploi rennaise. Sur un an, 6 830 nouveaux emplois ont été créés. À toutes les échelles, les territoires sont en croissance, mais les dynamiques de la zone d'emploi (2,8 %) et du département (2,3 %) dépassent largement les moyennes régionale (1,4 %) et nationale (1,3 %).

Rennes Métropole porte majoritairement le développement de son aire métropolitaine (+ 4 900 emplois). Aussi, après avoir connu un arrêt des gains d'emplois en fin d'année 2018, sa périphérie retrouve le chemin de la croissance.

Bien que la croissance PIB national demeure peu élevée au premier trimestre (+ 0,3%), les gains d'emploi trimestriels de la fin d'année 2018 et du 1^{er} trimestre 2019 dépassent le seuil des 2 000 salariés. Ils égalisent ainsi les croissances exceptionnelles observées en 2017.

Le numérique recrute et l'industrie poursuit sa phase de consolidation

Le numérique est toujours l'écosystème le plus dynamique. Sur un an, il a créé près de 20% des nouveaux emplois (+ 1 120). L'écosystème rennais peut compter sur de nombreuses entreprises de plus de 100 salariés qui continuent de se développer et de recruter (Sopra Stéria, Atos, Klaxoon, Proservia, Néo Soft, Orange...). Proches de ce secteur, les activités de services supérieurs aux entreprises enregistrent 6% de croissance (+ 640 emplois). Viennent ensuite, les secteurs de la construction (+ 650), du transport-logistique (+ 540), de l'hôtellerie-restauration (+ 490) et des services opérationnels (+ 490).

L'hôtellerie-Restauration est toujours fortement dynamisée par le développement de la restauration rapide et les services opérationnels par les activités de sécurité de nettoyage. Dans le secteur « médias et communication », Solocal (ex. Pages Jaunes) a décidé de regrouper ses activités dans 4 métropoles. Ce processus de concentration a entraîné une augmentation de plus de 200 salariés des effectifs du site rennais.

Premier secteur* en nombre d'emplois, le commerce de détail ralentit en fin d'année 2018, impacté par les mouvements sociaux, mais gagne toujours des emplois sur un an (+ 260). Les regains de confiance des ménages et du pouvoir d'achat pourraient permettre au secteur de poursuivre sa croissance en 2019.

En revanche, l'emploi dans les secteurs industriels (hors numérique) poursuit sa phase de consolidation depuis le 2^e trimestre 2017 (- 2,1 %). Sur deux ans, les emplois de l'industrie agroalimentaire sont stables (- 0,2 %) et, le plan de départ de PSA, toujours en cours de manière comptable, affecte largement l'évo-

* Nomenclature Audiar 21 secteurs

EMPLOI SALARIÉ PRIVÉ ET MASSE SALARIALE

Territoire	Emploi au 1 ^{er} Trim. 2019	Évol. trimestrielle de l'emploi	Évol. Emploi sur 1 an	Évol. Emploi en % sur 1 an	Évol. Masse salariale % sur 1 an
ZE* de Rennes	252 050	1,0%	6 830	2,8%	4,5%
Ille-et-Vilaine	323 160	0,9%	7 300	2,3%	4,1%
Bretagne	832 300	0,7%	11 560	1,4%	3,2%
France entière	18 600 000	0,5%	232 000	1,3%	2,6%

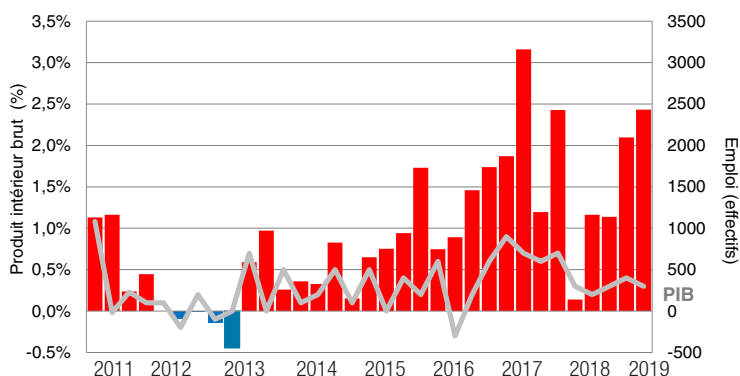
Source : ACOSS - URSSAF - DARES (Effectifs intérimaires) - Données CVS
* ZE : Zone d'emploi

ZOOM SUR RENNES MÉTROPOLE

Territoire	Emploi au 30/09/2018	Évol. Emploi sur 1 an	Évol. Emploi en % sur 1 an	Évol. Masse salariale % sur 1 an
Ville de Rennes	73 690	2 170	3,0%	4,1%
Rennes Métropole	171 700	4 910	2,9%	4,3%
Aire urbaine	220 530	5 600	2,6%	4,2%
ZE de Rennes	237 970	5 770	2,5%	4,1%
Ille-et-Vilaine	303 520	6 430	2,2%	4,0%

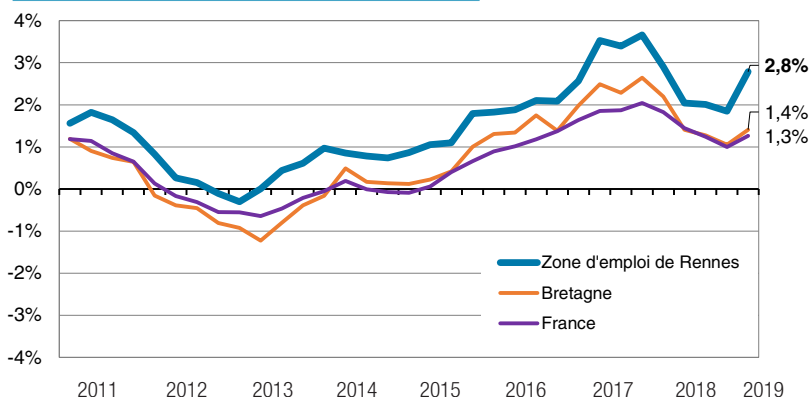
Source : ACOSS - URSSAF - Données brutes - Hors intérimaires

ÉVOLUTION COMPARÉE DE L'EMPLOI SALARIÉ PRIVÉ DANS LA ZONE D'EMPLOI DE RENNES ET DU PIB FRANÇAIS



Source : ACOSS - URSSAF Cellule statistique Bretagne (Données CVS) - INSEE (PIB en volume)

ÉVOLUTION DE L'EMPLOI SALARIÉ PRIVÉ



Source : ACOSS - URSSAF Cellule statistique Bretagne



Croissance
de l'emploi
dans la zone
d'emploi de Rennes
+ 2,8 %

lution de l'emploi de la filière (- 12 %).

Une croissance de l'emploi concentrée dans quelques aires métropolitaines

Sur un an, plus de 230 000 emplois salariés privés supplémentaires ont été créés en France. Alors que l'emploi breillien a fortement rebondi, les gains d'emplois sont plus mesurés à l'échelle nationale (0,2 point de croissance supplémentaire comparativement à l'édition précédente). Quelques aires métropolitaines profitent davantage de ce rebond économique au premier trimestre 2019. Les départements des métropoles de Bordeaux, Paris, Toulouse et Nantes affichent les plus forts taux de croissance. Les emplois en Loire-Atlantique augmentent de 2,5 % sur un an, soit 11 090 actifs. Avec 87 000 emplois supplémentaires, l'Île-de-France est toujours la région la plus pourvoyeuse d'emplois. En revanche, 27 départements du centre et du nord-est perdent des emplois (- 9 800 emplois). Une nouvelle fois, les principaux gains d'emplois se concentrent donc sur l'Île-de-France, les arcs atlantique et méditerranéen et la région lyonnaise.

L'Ille-et-Vilaine gagne 2,3 % d'emplois supplémentaires soit 7300 actifs. Le département passe au 8^e rang français pour son taux de croissance devant l'Hérault (Montpellier), le Rhône (Lyon) et l'Isère (Grenoble) et au 10^e rang pour ses gains d'emplois entre les Bouches-du-Rhône (Marseille) et l'Isère (Grenoble).

Le recours à l'intérim augmente de 9%

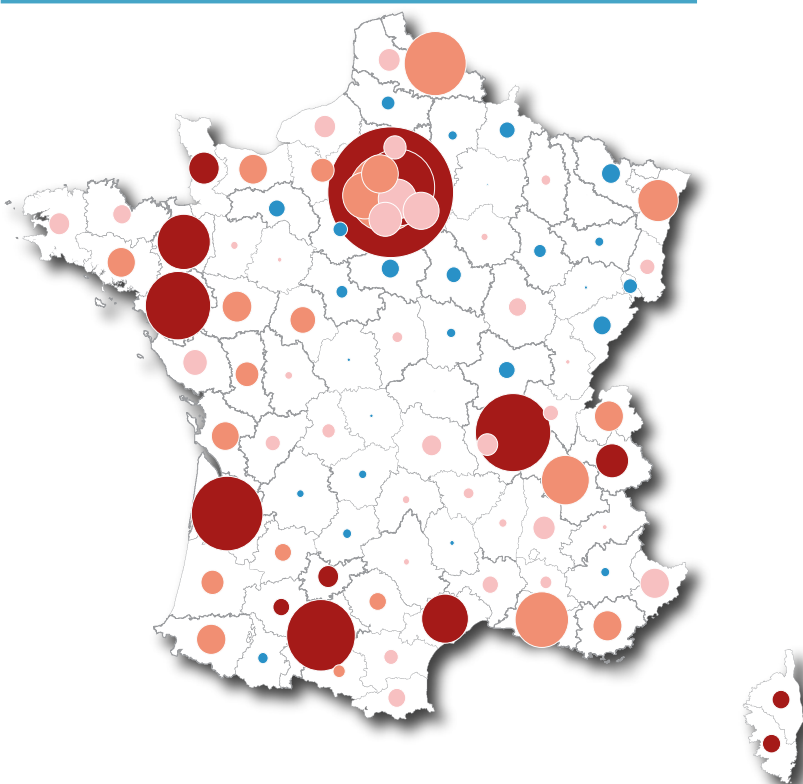
Après une phase de réduction des effectifs intérimaires en 2018, le climat des affaires favorable au 1^{er} semestre 2019 a conduit les entreprises du bassin rennais à recourir fortement à l'intérim rattrapant ainsi le niveau exceptionnel connu en novembre 2017.

Sur les six derniers mois, tous les secteurs ont recruté (+ 1 571 emplois ETP). En raison d'aléas conjoncturels inhérents à l'industrie automobile, 622 emplois ETP supplémentaires ont rejoint le secteur.

Observé sur une année, l'intérim progresse de 9 %. L'industrie agroalimentaire connaît la plus forte progression de ses effectifs (+ 425). Le secteur semble privilégier les contrats intérimaires aux CDD et CDI. Premier secteur ayant le plus recours à l'intérim, la construction a embauché 261 intérimaires supplémentaires.

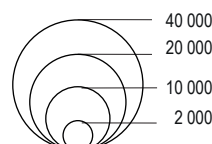
6 800
emplois
supplémentaires
dans la zone d'emploi de
Rennes

ÉVOLUTION DE L'EMPLOI SALARIÉ PRIVÉ PAR DÉPARTEMENT



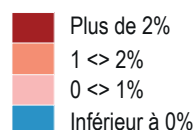
Evolution sur 1 an (effectifs)

Fin 1^{er} trimestre 2018 à fin 1^{er} trimestre 2019



Source : ACOSS-URSSAF-DARES - Cellule statistique Bretagne

Evolution sur 1 an (%)



Moyenne nationale: +1,3%

AUDIAR
RENNES
INFOGRAPHIE
Juin 2019

ÉVOLUTION DE L'EMPLOI INTÉrimAIRE EN ÉQUIVALENT TEMPS PLEIN PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ DANS LE BASSIN DE RENNES

Secteur d'activité	Effectifs ETP fin Avril 2019	Évolution sur 6 mois
Construction	3 320	11%
Industrie Agroalimentaire	1 754	4%
Transports & logistique	1 352	3%
Autres activités tertiaires	1 095	4%
Commerce	1 069	2%
Industrie Automobile	1 056	143%
Autres industries	1 007	11%
Services aux entreprises	938	32%
Industrie Electronique & machinerie	422	36%
Industries Ecoactivités	350	5%
Agriculture	54	64%
Intérim total	12 417	+14%

Source : Pôle Emploi Bretagne - proche du périmètre de l'aire urbaine, le bassin d'emploi de Rennes couvre 158 communes

Nouvelle augmentation des embauches au premier trimestre

Plus de 21 000 actifs ont été embauchés en contrats longs au 1^{er} trimestre 2019 dans l'aire urbaine de Rennes. Pour la première fois, les embauches dépassent le seuil de 20 000 contrats longs pendant trois trimestres consécutifs.

Sur un an, la contractualisation en CDI monte en puissance. Elle est responsable à 73 % de l'augmentation des embauches en contrats longs. Depuis 2015, le contrat à durée indéterminée a renforcé sa position de principal moteur des embauches en contrats longs. Sa part a augmenté de 10 points en passant de 53 % au premier trimestre 2015 à 63 % au premier trimestre 2019.

Sur cinq ans, les recrutements annuels ont augmenté de 33 %. Sur la dernière année, l'écosystème numérique connaît la plus forte progression de ses embauches (+ 25 %), devant les secteurs de la santé (+ 14 %), des services aux particuliers (+ 14 %), et de la construction (+ 12,7 %). Cependant, le commerce de détail, l'hôtellerie-restauration et la construction demeurent les premiers recruteurs en nombre d'emplois (+ 7 369).

Chômage : son plus bas niveau depuis 10 ans

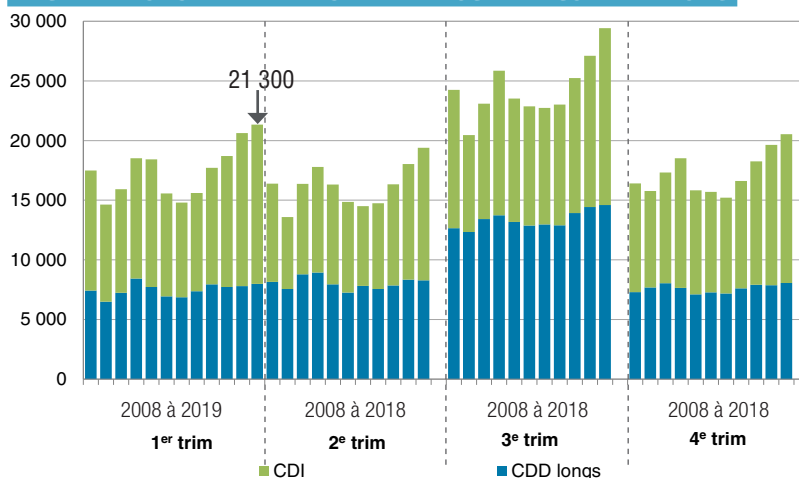
Après quatre trimestres sous la barre des 7 %, le taux de chômage de la zone d'emploi rennaise diminue de nouveau et atteint son niveau le plus bas depuis 10 ans à 6,4 %. Le chômage diminue également aux échelles nationale, régionale et départementale.

Comparativement aux autres territoires, la Bretagne a le taux de chômage le plus bas, à égalité avec les Pays de la Loire (7,2 %). L'Ille-et-Vilaine figure au 9^e rang des départements les moins touchés par le chômage (6,5 %). Enfin, la zone d'emploi de Rennes a le taux de chômage le plus bas de l'ensemble des métropoles devant Nantes et Grenoble.

Sur un an, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A a diminué de 0,6 % dans la zone d'emploi. En revanche, le nombre de catégories ABC augmente de 0,6 % à contre-courant de la tendance des autres métropoles. 46 % des demandeurs d'emploi des catégories ABC sont des chômeurs de longue durée, ils représentent 28 730 personnes. Leur nombre a augmenté de 2,6 % en un an et leur part dans le nombre total de demandeurs a également progressé (+ 1 point). Pour les catégories A, le nombre de femmes et d'hommes à tous les âges diminue, à l'exception des hommes de 50 ans et plus (+ 2,5 %). Les seniors rencontrent donc toujours autant de difficultés pour trouver un emploi.

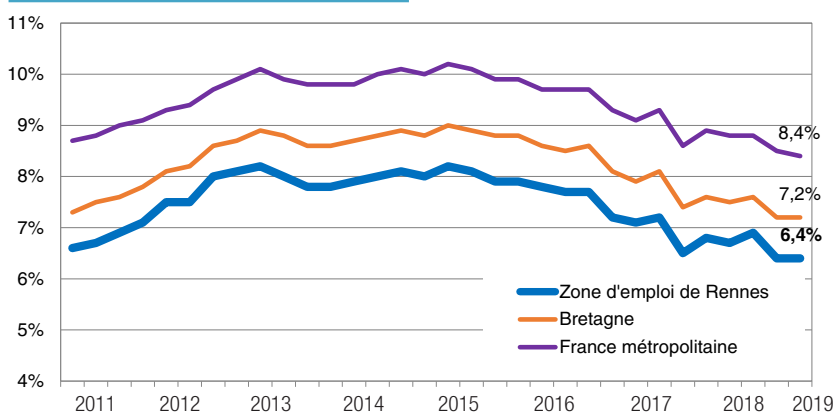
Structurellement, on approche de la parité parmi les demandeurs d'emploi de catégorie A (49 % de femmes/51 % d'hommes). L'écart est toutefois plus prononcé pour les catégories ABC (53 % de femmes /47 % d'hommes) même s'il tend faiblement à se réduire (- 0,11 points).

DÉCLARATIONS PRÉALABLES À L'EMBAUCHE EN CONTRAT LONG



Source : ACOSS - URSSAF - DPAE de l'aire urbaine de Rennes

ÉVOLUTION DU TAUX DE CHÔMAGE



Source : INSEE - Taux de chômage localisés - Données CVS

ÉVOLUTION DES DEMANDEURS D'EMPLOI (DEFM)

Territoire	Catégorie A			Catégories ABC		
	Mai 2019*	Évol. sur 1 an	Évol. sur 6 mois	Mai 2019*	Évol. sur 1 an	Évol. sur 6 mois
ZE de Rennes	31 980	-0,6%	-6,6%	63 020	0,6%	-3,4%
Bretagne	134 960	-2,2%	-7,8%	260 300	-0,6%	-3,8%
ZE 22 métropoles	1 190 180	-1,8%	-4,9%	1 967 460	-0,6%	-3,0%
France métropolitaine	3 286 250	-2,0%	-4,9%	5 519 850	-0,9%	-3,0%

Source : STMT - Pôle Emploi - DARES (Données brutes)

* Moyenne sur les trois derniers mois disponibles : mars, avril, mai.

Taux de chômage
6,4 %

+21 000
Recrutements en
contrats longs au
1^{er} trimestre 2019

LA SANTÉ FINANCIÈRE DES ENTREPRISES

Maintien du montant des créances impayées à un niveau bas

En Ile-et-Vilaine comme en Bretagne et à l'échelle nationale, le montant des créances impayées recensées par les établissements bancaires se maintient à un niveau deux fois plus faible qu'en 2008. Il reflète ainsi la bonne santé des entreprises en cohérence avec le regain d'activité du 1^{er} semestre 2019.

L'embellie du premier semestre se traduit par l'augmentation de l'activité des entreprises bretonniennes

Après une fin d'année 2018 en demi-teinte, la situation économique des entreprises d'Ile-et-Vilaine s'améliore. Elles sont 40 % à déclarer une augmentation de leur activité au 1^{er} semestre 2019, alors qu'elles étaient 27 % au semestre précédent. En conséquence, le solde d'opinion* redevient nettement positif (+ 12,3 points). Une évolution qui est portée notamment par les services (numérique, conseil, services opérationnels...), par le secteur de la construction et par l'industrie. Malgré une amélioration de leur activité, les entreprises bretonniennes du commerce semblent toujours ressentir les effets d'un manque d'activité de la saison automne-hiver dernier en raison des mouvements sociaux. Elles sont toujours plus nombreuses à déclarer un chiffre d'affaires en baisse qu'en hausse.

Peu de procédures collectives au premier semestre

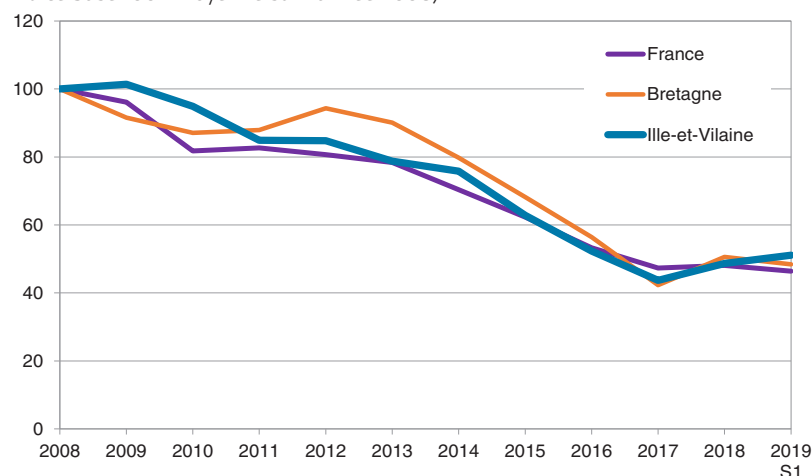
Signe de la bonne santé financière des entreprises, le Greffe du Tribunal de Commerce de Rennes a seulement instruit 225 procédures collectives au premier semestre 2019. Elles sont en diminution de 5 % comparativement au premier semestre 2018. Parmi ces entreprises en difficulté, 62 sont dans la filière du BTP et totalisent 150 emplois et 44 exercent dans le secteur du commerce (300 emplois) dont MDF kitchen (240 emplois). D'autres grandes entreprises comme l'équipementier en tôlerie fine OTIMA, l'imprimerie Edicolor ou l'agence de sécurité Avenir Bretagne ont ouvert des procédures collectives. L'ensemble des entreprises concernées emploient 1 000 salariés.

Source : Greffe du Tribunal de Commerce et Diane-Astrée, 2019

* Différence entre le nombre de chiffres d'affaires en hausse et en baisse selon les déclarations des sondés.

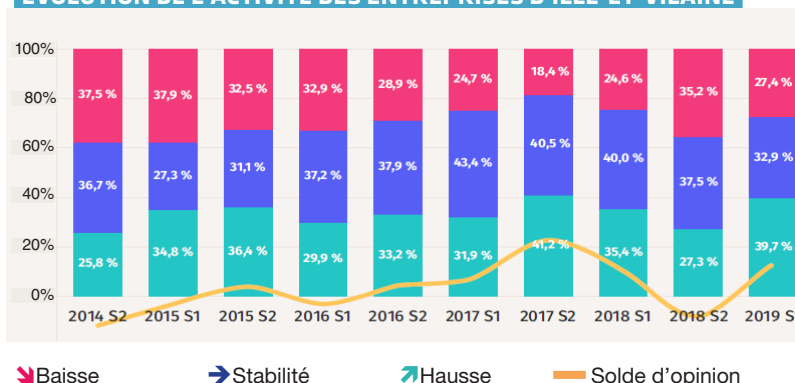
MONTANT DES CRÉANCES IMPAYÉES DES ENTREPRISES

Indice base 100 : moyenne sur l'année 2008)



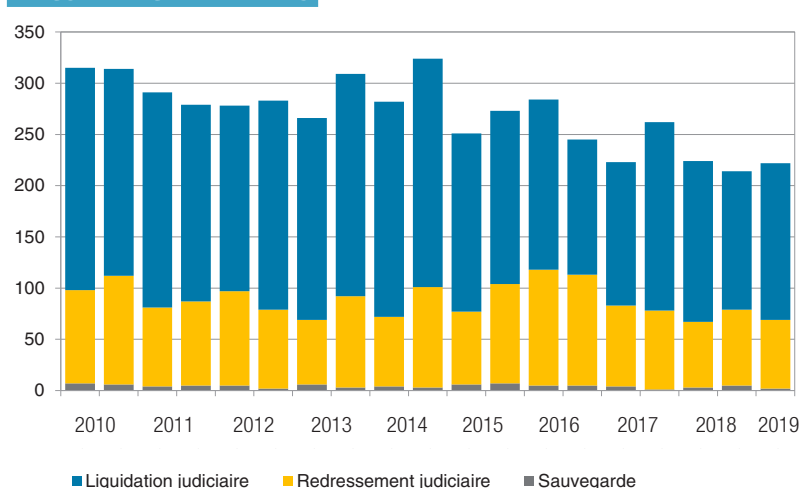
Source : Banque de France - Direction régionale Bretagne

ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ DES ENTREPRISES D'ILLE-ET-VILAINE



Source : CCI Ile-et-Vilaine - Observatoire économique de Bretagne

OUVERTURES DE PROCÉDURES COLLECTIVES AU TRIBUNAL DE COMMERCE DE RENNES



Source : Greffe du Tribunal de Commerce de Rennes

Cette note livre une synthèse des faits marquants de l'actualité économique locale, parus dans la presse durant le semestre. L'analyse ne prétend pas à l'exhaustivité ; il s'agit d'une sélection d'informations.

Production d'énergie

See You Sun (Chantepie) 3 salariés

La start-up rennaise va installer 28 nouvelles **centrales solaires photovoltaïques** sur les ombrières de parkings d'entreprises ou collectivités reliées à des bornes de recharges électriques pour un montant de 4 millions d'euros.

Legendre Énergie (Rennes) 10 salariés

L'établissement décroche le contrat de la ZAC Chêne Morand à Cesson-Sévigné pour installer 15 000 m² de **toitures photovoltaïques**. Avec une capacité de 4 GWh, elles pourront approvisionner 1 600 foyers.

Économie circulaire

Trivel (Bourbarré) 10 salariés

Veolia, Envie et Legendre créent Trivel, la première **unité de tri des déchets de chantier** en Bretagne. Elle intervient pour le tri des déchets de chantiers liés aux activités de construction du Groupe Legendre ainsi que d'autres entreprises du BTP. 2 millions d'euros ont été investis à sa création.

Kolectou (Rennes)

La start-up rennaise fabrique une **gamme de pâtisseries faites à base de farine de pain recyclé**.

Mobilité durable

Groupe PSA (Chartres-de-Bretagne) 3 224 salariés

L'usine de la Janais fabriquera bientôt des **véhicules hybrides**. Des prototypes du prochain C5 Aircross hybride sont en production. Cette nouvelle version du SUV devrait être commercialisée à partir de 2020. Par ailleurs, l'usine a atteint cette année le maximum de ses capacités de production avec 150 000 véhicules prévues, soit 2 fois plus qu'en 2017.

Mobility Tech Green (Rennes) 36 salariés

En plus de l'autopartage, l'entreprise lance un service de vélopartage pour les entreprises et ouvre un incubateur des nouvelles mobilités « Next Mobility ».

Novélios (Rennes)

À l'initiative de l'ADMR de Plélan-le-Grand, l'entreprise a développé une application pour simplifier et organiser le service de **transport solidaire** en Ille-et-Vilaine.

Smart-City

Suez (Rennes)

L'opérateur de recyclage et de valorisation des déchets commence une expérimentation avec Rennes Métropole en posant des **capteurs intelligents** dans deux camions de ramassage de déchets. Ils mesureront la qualité de l'air, de bruit, d'état de la voirie, etc. Les données récoltées serviront à faire évoluer la ville de demain.

JCP-Connect (Cesson-Sévigné) 9 salariés

Des expérimentations de **drones autonomes d'urgence** vont être menées pendant deux ans au Portugal et en Italie par l'entreprise qui souhaite développer un modèle de plateforme mobile ouverte et interopérable avec pour objectif de mieux comprendre les comportements dans la ville.

Filière bois

ISB France (Pacé) 55 salariés

L'entreprise cède 38,5% de son capital à la société Suédoise « SCA Wood France » afin de sécuriser son apport en bois et accéder à de nouveaux marchés en Espagne et au Portugal.

Coop de Construction (Rennes) 14 salariés

Acteur de référence au cœur de l'innovation sociale et de la transition énergétique, le promoteur et constructeur rennais Coop de Construction poursuit son développement à travers de nombreux projets d'écohabitat notamment en bois.

Té ho (Liffré) 20 salariés

Industrialise la construction de maisons en bois à Liffré. Il permet ainsi de réduire les coûts finaux avec un matériau plus cher à l'achat.

LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE, RELAIS DE CROISSANCE POUR LES ENTREPRISES RENNAISES

Les questions de transitions sont au cœur des réflexions internationales comme locales. La durabilité des activités, la maximisation de l'utilisation des ressources ou la décarbonisation des productions sont au centre des débats. C'est dans ce cadre que naissent des projets comme RennesGrid qui réunit des acteurs de la production d'énergie renouvelables comme Langa et Schneider Electric et la métropole rennaise, pour la construction d'un champ solaire intelligent sur 12,5 hectares dans la ZAC de Ker Lann.

Développement des emplois « verts » ?

L'Ademe de Bretagne prévoit le développement de 7 000 emplois verts dans la région durant les prochaines années, auxquels elle ajoute 190 000 emplois « verdissants » dans des entreprises qui développent des productions plus responsables à l'image du premier centre de tri de déchets de chantier « Trivel ».

L'industrie automobile fortement incitée à se verdier

L'industrie automobile est également concernée par cette transition. Incités par les mesures européennes de restriction des émissions de gaz à effet de serre, les constructeurs ont accéléré le développement de voitures hybrides ou électriques dans leur gamme à l'image de PSA qui produira prochainement un SUV hybride à Rennes.

Filière bois : Signature d'un contrat de pour 2019-2021

Ressource naturelle prisée pour ses atouts environnementaux et ses performances énergétiques, le bois apporte une réponse aux défis de la transition énergétique. L'État, la Région Bretagne et Abibois, le réseau des professionnels du bois en Bretagne ont signé le 21 mars un contrat de filière forêt-bois, pour 2019-2021. Il doit permettre de structurer la filière pour une gestion durable de la ressource et un développement économique du secteur. À l'image du groupe Lamotte qui va construire le plus haut immeuble en ossature bois de France dans EuroRennes d'ici 2020.

Alimentation 4.0

Bridor (Servon-sur-Vilaine) 900 salariés

L'usine de Servon-sur-Vilaine s'agrandit de 15 000 m², ouvre une 11^e ligne de production et recrute 70 à 80 salariés supplémentaires. Le site expérimente des **exosquelettes** qui facilitent le travail des salariés, réduisent les risques troubles musculosquelettiques et permettent la féminisation de postes jusqu'alors réservés aux hommes.

Adventiel 205 salariés

Développe une nouvelle solution innovante pour l'agriculture et l'élevage. La société utilise le **machine learning** pour détecter au plus tôt les événements anormaux grâce à l'analyse des bruits des élevages.

Dilepix (St-Jacques-de-la-Lande) 36 salariés

Lève 1 million d'euros pour recruter et se développer. La start-up a créé une **intelligence artificielle** qui traite des images de haute précision pour les agriculteurs afin d'anticiper les événements.

Applifarm (Rennes) 10 salariés

La 1^{ère} **plateforme d'échange, de valorisation et de traçabilité des données d'élevage** s'étoffe d'une solution dédiée au bien-être animal qui offre la transparence et le suivi des conditions d'élevage, de transport et d'abattage.

Agriloops (Rennes)

Nouvelle levée de fonds (1,4 million d'euros) pour le spécialiste de l'**aquaponie** qui compte révolutionner la production de gambas « fabriqué à Rennes » et de légumes dans le respect de l'environnement.

Farm Box (Rennes)

La start-up a lancé une levée de fonds de plus d'un million d'euros, pour commercialiser son nouveau conteneur dont la **productivité au m² est 120 fois supérieure comparé à l'agriculture conventionnelle**.

L'École Nationale Supérieure de Chimie de Rennes

Des étudiants ont inventé un **emballage alimentaire comestible** pour les produits de consommation rapide. « Miam'Bag » est conçue principalement à base d'eau et d'amidon de pomme de terre, rendant l'emballage souple, résistant et comestible.

Recherche & développement

Sodiaal (Rennes) 20 salariés

En concurrence avec Lyon, c'est Rennes qui a été choisie par l'entreprise pour implanter son **nouveau centre de R&D sur les produits laitiers**. Objectif : innover dans la nutrition infantile, les composants laitiers, les technologies de transformation et les nouveaux modes de conditionnement des produits alimentaires. Ouverture prévue en 2020.

Agrocampus Ouest (Rennes)

L'établissement annonce la **création d'une chaire d'entreprise** en collaboration avec Agromousquetaires (Vitré). Elle portera sur "mieux produire pour mieux manger. De l'agriculteur au consommateur".

Inra (Rennes)

L'organisme de recherche s'engage sur le « bien-manger » avec la Région Bretagne. Elle **accompagnera la transition agroécologique** des agriculteurs et favorisera la diversification des modèles agricoles du Grand Ouest.

Bizerba Luceo (Vern-sur-Seiche) 27 salariés Groupe Altenov (Cesson-Sévigné) 310 salariés

Plusieurs entreprises bretonnes ont développé ensemble **une ligne de production, innovante**. Présentée au CFIA de Rennes, elle utilise notamment les machines de contrôle qualité de Bizerba Luceo et d'automatisation du groupe Altenov.

Groupe Pateer (Bruz) 15 salariés

Le groupe international, fabricant de pièces et accessoires pour le machinisme agricole, ouvre son « **premier centre d'expérience** » de 700 m² à Bruz. Il doit être un laboratoire de recherche, d'expérimentation et de développement de produits sur-mesure ».

L'INNOVATION AU CŒUR DES MUTATIONS DE L'AGROALIMENTAIRE

Les révolutions technologiques de l'agroalimentaire

L'écosystème de l'alimentation s'adapte progressivement à la transition agroécologique et numérique. Les acteurs rennais trouvent dans l'innovation et l'expérimentation la réponse à ces enjeux. Ils développent des lignes de productions révolutionnaires (Bridor, Altenov...), de nouvelles technologies (Agriloops, Dilepix...) et renforcent leur capacité de recherche sur les enjeux de transition comme l'agroécologie ou la nutrition (Inra, Sodiaal...).

L'écosystème s'adapte aux nouveaux modes de consommation

Les nouvelles tendances de consommation impliquent des changements pour les acteurs rennais. L'essor de l'agriculture bio, par exemple, conduit Agrial à augmenter sa production de lait bio et à soutenir ses fournisseurs qui passent en bio. L'institut Olga Triballat finance des actions de recherche dans le végétal, l'agriculture biologique pour la santé de l'homme et de la planète. Enfin, Rennes accueillera en 2020 le congrès mondial de la Fédération Internationale de l'agriculture biologique (IFOAM 2020).

En alliant e-commerce, livraison à domicile et commerces de proximité, la plateforme en ligne Olca répond à ces nouveaux besoins en permettant depuis peu aux Rennais de faire leurs courses en ligne chez leurs artisans-commerçants, avant de se faire livrer, le tout à vélo.

Développement commercial à l'international

Aviwest (St-Grégoire) 45 salariés

Après avoir déployé ses équipes à **Hong Kong, New Delhi ou Dubaï**, le spécialiste des transmissions vidéo a ouvert un bureau en Chine en début d'année. L'entreprise a été récompensée d'un Emmy Awards (prix récompensant les meilleurs professionnels de la télévision américaine). Elle compte maintenant se lancer aux **États-Unis** où CNN utilise déjà son produit.

Golaem (Cesson-Sévigné) 7 salariés

Avec sa nouvelle solution « Golaem layout » de retouches et d'animation d'images, la PME, qui vient de recevoir un Emmy Awards technique à Las Vegas, espère vendre plusieurs milliers de licences et tripler son nombre de clients déjà utilisateurs grâce à sa nouvelle solution.

BlueKanGo (Rennes) 100 salariés

La PME accélère sa croissance et son développement à l'international avec l'inbound marketing. Son logiciel SaaS, qui aide les entreprises à améliorer leur performance de l'opérationnel jusqu'au management, est utilisé aujourd'hui par 3 200 clients (Sodexo, Alstom, EuroAirport...) à **Singapour, en Pologne, en Espagne, au Mexique** et, depuis peu, au **Canada**.

B2A Technology (Mordelles) 189 salariés

Le groupe gagne plusieurs contrats à l'international notamment en Russie où il s'occupera de la maintenance du système de bagages du terminal B de l'aéroport Sheremetyevo à **Moscou**. Il a également signé une importante commande de robots mobiles au **Canada** pour un grand nom de l'industrie cosmétique à Montréal.

Inscoper (Rennes)

Simplifie et améliore le fonctionnement des microscopes à fluorescence. Déjà internationale, la start-up présente sur les marchés de **l'Europe de l'Ouest et l'Amérique du Nord** compte étendre sa présence à la **Suisse, l'Allemagne, l'Espagne et au Royaume-Uni**.

Hoppen (Rennes) 47 salariés

Constitue une division commerciale internationale pour s'emparer de marchés à l'étranger : en Europe (**Angleterre, Bénélux, Suisse...**) et au Moyen-Orient (**Qatar, Jordanie, Arabie Saoudite**).

Samsic (Rennes) 1 040 salariés (90 000 salariés dans le monde)

Samsic poursuit sa stratégie de croissance externe en rachetant trois sociétés au Maroc, en Irlande et au Royaume-Uni : Groupe Premium Clean & Services - PCS, au **Maroc** (3 000 salariés, 18,6 M€ de CA), Cagney à **Dublin** (800 salariés, 18 M€ de CA) et la société de recrutement Sellick Partnership (110 salariés, 49 M€ de CA) au **Royaume-Uni**.

Partenariats internationaux

Kerlink (Thoirigné-Fouillard) 109 salariés

Signe avec Sensoterra (**Amsterdam**) dans le domaine agricole. Les deux partenaires annoncent qu'ils mettent en commun leurs technologies afin de réduire de 30% la consommation d'eau agricole grâce à des capteurs de surveillance des sols pour en optimiser la gestion.

Kerlink et TCTS ont déjà mis en place des réseaux LoRaWAN dans plus de 40 agglomérations et villes en **Inde** et comptent, avec la signature d'un partenariat, déployer la solution dans le monde en devenant un acteur de référence.

Klaxoon (Rennes) 150 salariés

La start-up rennaise qui développe des outils numériques pour l'animation de réunions de travail, annonce une connexion de ses outils avec la plateforme **américaine** Dropbox.

Groupe Duval (Rennes) 34 salariés

L'entreprise de construction et d'investissement immobilier poursuit son développement en **Afrique** en rachetant 20 % des parts de la société Africa Global Recycling (AGR). Basée à Lomé, au **Togo** et employant 50 salariés, AGR est une entreprise spécialisée dans la valorisation des déchets.

Rennes School of Business (Rennes) 206 salariés

Après **l'Inde** (INSOFE à Bangalore) et la **Chine** (ZUEL à Wuhan), l'école de commerce poursuit le développement de son campus international en nouant un partenariat avec l'Université du Caucase (Géorgie). L'accord prévoit notamment la mise en place d'un centre de R&D commun avec celui de Rennes et des programmes de double-diplôme.

LES ENTREPRISES RENNAISES À LA CONQUÊTE DU MONDE

L'écosystème rennais met en place différentes stratégies pour développer ses affaires à l'international. Ainsi, les entreprises locales saisissent les opportunités qu'offre l'économie mondialisée en développant leur activité commerciale, en implantant une nouvelle filiale ou en créant des partenariats stratégiques avec de grandes entreprises étrangères à l'image de Klaxoon avec l'américain Dropbox ou Kerlink avec le groupe indien Tata communication. La capacité des entreprises rennaises à développer de nouvelles technologies de référence leur facilite l'accès aux marchés internationaux comme les solutions de transmission vidéo d'Aviwest ou les robots autonomes de B2A technologie. Enfin, les plus grandes entreprises rennaises continuent aussi d'étendre leur réseau mondial par croissance externe comme Samsic au Maroc et en Irlande notamment ou en implantant de nouvelles filiales comme le groupe Le Duff en Allemagne et en Chine.



Implantations internationales

Groupe Le Duff (Rennes, Servon-sur-Vilaine) 1 100 salariés

Bridor investit 6 millions d'euros dans une nouvelle usine en **Chine**, suite au récent rachat de la société de boulangerie Amandine présente à **Pékin** depuis huit ans. Le groupe annonce également développer son usine de Düsseldorf, en **Allemagne**, spécialisée dans le pain noir : un investissement de 300 millions d'euros.

Soréal (Brie) 96 salariés

Fort du doublement de son volume d'activité grâce son investissement de 6 millions d'euros pour agrandir et moderniser son site de production, l'entreprise gagne des parts de marché à l'export. Son plan de développement à l'international, et particulièrement en Afrique, a conduit à la création d'une joint-venture en **Égypte**.

Provectio (Noyal-sur-Vilaine) 33 salariés

Le fournisseur de services informatiques ouvre une filiale à **Casablanca**.

Néo-Soft (Cesson-Sévigné) 305 salariés

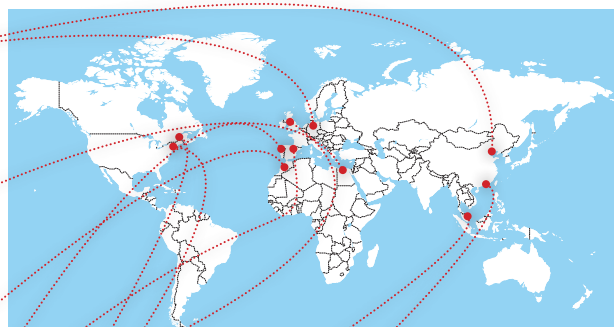
Installé à **Tunis** depuis plusieurs années, le groupe de services informatiques a récemment ouvert une agence à **Munich**, en **Allemagne** et organise actuellement son implantation à **Madrid** en Espagne. Il souhaite également créer de nouvelles agences en **Grande-Bretagne** et au **Portugal**.

Kurmi Software (Cesson-Sévigné) 28 salariés

Spécialisée dans la gestion des communications unifiées d'entreprise, Kurmi Software poursuit son internationalisation en ouvrant un bureau à **Singapour**. En 2017, la société avait ouvert des filiales à **Berlin**, **Montréal** et **New-York**.

AMA (Rennes) 80 salariés

L'entreprise ouvre cet été une filiale à **Hong Kong** pour développer la commercialisation de ses solutions XpertEye pour la télémedecine et l'industrie dans le cadre d'opérations de téléassistance sur le marché asiatique.



Liens avec Paris

Imatag (Rennes) 3 salariés

Le spécialiste rennais du marquage de photo Imatag (Rennes) et Pixtrakk (Paris) spécialiste juridique du recouvrement des droits photos s'allient pour créer une formule complète de contrôle de l'utilisation des contenus sur internet et dans les magazines.

Samsic (Rennes) 1 040 salariés

Le groupe rennais de services aux entreprises vient de faire l'acquisition de la société parisienne Technic'Art Drone, spécialisée les prestations de services techniques et industriels.

MonFinancier (Rennes) 12 salariés

MonFinancier SA (Rennes) spécialiste du conseil en investissement financier est entrée en négociation exclusive pour être reprise par le groupe Meilleurtaux (Paris).

Wallix (Rennes)

Le spécialiste de la cyberdéfense ouvre une agence de R&D à Rennes et recrute 20 poste de recherche et développement. Les ambitions mondiales de l'entreprise seront nourries par les nouvelles offres et technologies développées à Rennes.

Hellowork (Rennes) 150 salariés

La société de ressources humaines qui gère notamment le site Région Job reprend Diplomeo (Paris) spécialiste de l'accompagnement des jeunes bacheliers dans leurs recherches de formations. Hellowork a pour ambition de couvrir l'ensemble des besoins en ressources humaines des jeunes actifs.

Le Wagon (Rennes)

L'école parisienne de codage informatique s'installe à Rennes. Le Wagon forme des développeurs, un métier en tension.

L'école Ferrandi (Rennes)

L'école parisienne de haute gastronomie et de management hôtelier s'implante à Rennes. Elle ouvrira trois formations bachelor, à partir de la rentrée 2020, dans le centre-ville de Rennes.

RENNES CONFIRME SA PLACE DE PLATEFORME NEARSHORE DE PARIS

Dans le cadre de rachats, de partenariats ou d'opportunités économiques, le lien entre les territoires et les acteurs économiques rennais et parisiens se confirme. La mise en place de la LGV semble aller dans le sens d'un renforcement de cette dynamique.

Impact de la LGV sur le marché de l'immobilier

Le président de la chambre des notaires constate un vrai impact de la LGV en 2018, qualifié de réel et sérieux. « Il y a cinq ans, les investisseurs franciliens représentaient 5 % des acheteurs. En 2018, ils représentaient 13 % ». Les familles parisiennes viennent s'installer à Rennes en achetant des maisons dans l'ancien (5 % des achats, contre 1 % il y a cinq ans). Toutefois, contrairement à Bordeaux, « on ne constate pas de spéculation à Rennes, le marché semble sain ».

Essaimage

Green Hill Studio (Cesson-Sévigné)

Premier essaimage issu de l'IRT b<>com. Cette société commercialise son expérience de réalité virtuelle à visée éducative « Virtual Arctic Expedition » au côté d'Océanopolis. Elle plonge simultanément 8 utilisateurs au fond de l'océan arctique. Le participant devient ainsi acteur de son apprentissage.

Acklio (Rennes) 15 salariés

Issue de l'IMT Atlantique, la start-up a développé un protocole IoT qui permet à tous les objets connectés de se brancher à tout type de réseau, la technologie Acklio est en passe de devenir un standard mondial dans la sécurisation de l'IoT. Récompensé au CES Las Vegas 2019, la start-up vient de rejoindre Shake'up, le programme d'accélération de start-up du cabinet parisien de conseil en transformation des entreprises, Wavestone.

WaryMe (Cesson-Sévigné)

Issue de l'IMT Atlantique, la start-up spécialisée dans les solutions digitales de protection des sites et des usagers lève 600 000 euros.

Dilepix (St-Jacques-de-la-Lande)

Issue d'un transfert de technologie de l'Inria, la start-up lève 1 million d'euros. Elle propose aux agriculteurs d'analyser en temps réel les menaces qui pèsent sur leur exploitation comme les plantes indésirables ou les insectes ravageurs.

Kermap (Cesson-Sévigné)

Issue du laboratoire LETG (Rennes 2 / CNRS), l'entreprise crée un site internet pour promouvoir la végétalisation des villes et ses compétences en matière d'accompagnement des villes dans leur transition écologique.

Incubation

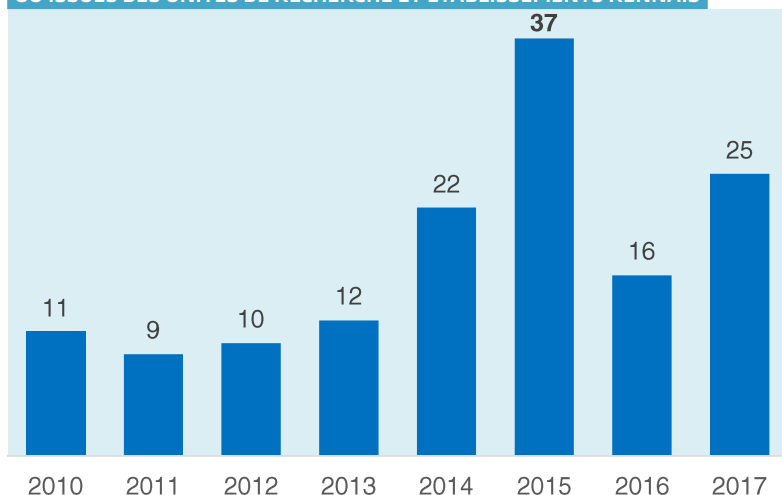
Steeple (Rennes) 13 salariés

Issu de Innostart l'incubateur de Rennes School of Business, la start-up recrute 7 nouveaux salariés. Après avoir conquis 200 clients dont Lesieur, Orange ou encore Vinci avec son tableau digitalisé de communication interne, Steeple compte se déployer à l'international en commençant par l'Allemagne, l'Espagne et l'Amérique du Nord.

Blacknut (Cesson-Sévigné) 7 salariés

Issue de l'IMT Atlantique, la start-up propose des offres de cloud gaming. Elle s'est déployée en France, au Royaume-Uni et au Benelux et compte maintenant s'emparer du marché américain où elle est en négociation avec l'opérateur télécom Comcast. Blacknut a trouvé un accord avec Thomson et Samsung pour proposer son service sur leurs téléviseurs notamment.

ÉVOLUTION DEPUIS 2010 DU NOMBRE DE CRÉATIONS D'ENTREPRISES EN LIEN OU ISSUES DES UNITÉS DE RECHERCHE ET ÉTABLISSEMENTS RENNAIS



MONTÉE EN PUISSANCE DES START-UP ISSUES DES ÉTABLISSEMENTS RENNAIS DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE

Entre 2010 et 2017, plus de 140 start-up ont été créées avec l'appui d'une unité de recherche ou d'un établissement d'enseignement supérieur et de recherche de Rennes (incubation, aide juridique et financière, etc.) ou à partir de leur personnel ou de de leurs travaux (essaimage). Les laboratoires de recherche et les incubateurs rennais donnent naissance aux nouvelles start-up rennaises qui répondent de manière innovantes aux problématiques actuelles et pour certaines révolutionnent leur domaine d'action comme Acklio.

Cellule de veille du Codev



La cellule de veille partage l'analyse sur l'embellie économique locale et met en avant trois points de vigilance pour l'économie rennaise

- Après avoir atteint des niveaux exceptionnels, le nombre de permis de construire délivrés localement diminue depuis un an. L'activité du bâtiment pourrait donc ralentir en conséquence.
- Observées sur une année, toutes les zones d'emploi bretonnes gagnent des emplois, mais dans des proportions moindres que la métropole. Pour répondre à ce différentiel, les relations sont à renforcer entre les EPCI bretonnes, et en particulier avec les intercommunalités dont l'activité a été la plus impactée par la crise économique de 2008 comme Redon Agglomération et Fougères Agglomération, afin de favoriser une croissance inclusive qui profite à tous les territoires.
- La réforme, en cours, de l'assurance chômage pourrait durcir les modalités de recrutement des contrats-courts notamment avec l'instauration du Bonus-Malus, mais elle pourrait également inciter les actifs à retrouver plus rapidement un emploi avec la mise en place de la dégressivité et de règles plus contraignantes d'accès aux droits pour les actifs travaillant de manière discontinue. Ce sujet sera à suivre lors des prochaines séances et à observer objectivement si les indicateurs le permettent.

SOURCES DES DONNÉES

ACOSS-URSSAF

Le champ de l'URSSAF couvre l'ensemble des cotisants exerçant leur activité en France (Métropole et Dom) dans le secteur concurrentiel, qui comprend tous les secteurs d'activité économique sauf les administrations publiques, l'éducation non marchande (établissements d'enseignement relevant de l'État ou des collectivités locales), la santé non marchande et l'emploi par les ménages de salariés à domicile.

Il est très proche de ceux de l'UNEDIC (hors grandes entreprises nationales) et de l'INSEE (qui inclut l'emploi à domicile). Pour le secteur de l'agriculture, la branche du recouvrement n'a qu'une couverture marginale par rapport à la Mutualité Sociale Agricole (MSA). Cette dernière est présente également dans le domaine des industries agroalimentaires (IAA), du commerce de gros et des services financiers, pour lesquels la couverture des URSSAF n'est donc pas totale.

Emploi salarié privé. Les effectifs salariés diffusés correspondent au nombre de salariés inscrits au dernier jour de la période renseignée dans le bordereau de cotisations (BRC), et la Déclaration sociale nominative (DSN) qui, depuis mars 2015, se substitue progressivement au BRC. Chaque salarié compte pour un, quel que soit son temps de travail.

Masse salariale. L'ensemble des rémunérations sur lesquelles repose le calcul des cotisations des assurances sociales, des accidents du travail et des allocations familiales.

Embauches de plus d'un mois. CDI et CDD de plus d'un mois (31 jours). La déclaration préalable à l'embauche (DPAE) recense les intentions d'embauches de tout salarié, quelles que soient la nature et la durée du contrat.

DEMANDEURS D'EMPLOI EN FIN DE MOIS (DEFM)

La DARES et Pôle emploi présentent à des fins d'analyse statistique les données sur les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en fonction des catégories suivantes :

- **catégorie A :** demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi ;
- **catégorie B :** demandeurs tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite courte (i.e. de 78 heures ou moins au cours du mois) ;
- **catégorie C :** demandeurs ayant exercé une activité réduite longue (de plus de 78 heures au cours du mois) ;
- **catégorie D :** demandeurs non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi (en raison d'un stage, d'une formation, d'une maladie...), sans emploi ;
- **catégorie E :** demandeurs non tenus de rechercher un emploi, en emploi (par exemple : bénéficiaires de contrats aidés).

GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE RENNES

Les défaillances d'entreprises correspondent à l'ouverture d'une procédure collective selon les perspectives de poursuite d'activité de l'entreprise et les pouvoirs du dirigeant.

La sauvegarde. L'entreprise n'est pas en état de cessation de paiements, mais ne peut surmonter seule ses difficultés. Le tribunal va mettre en place un plan de sauvegarde facilitant la réorganisation de l'entreprise.

Le redressement judiciaire. L'entreprise est en état de cessation de paiements et n'est plus en mesure de payer ses dettes courantes. Le tribunal va mettre en place un plan destiné à pour-

suivre l'activité, maintenir l'emploi et apurer le passif.

La liquidation judiciaire. L'entreprise est en état de cessation de paiements et n'est plus en mesure de payer ses dettes courantes, de plus, son redressement est manifestement impossible. Le tribunal va liquider l'entreprise (activité arrêtée et actifs liquidés).

Le ressort territorial du Greffe du Tribunal de commerce de Rennes comprend l'aire métropolitaine de Rennes et les territoires de Vitré, Fougères et Redon. Le reste du département est couvert par le Greffe du Tribunal de commerce de Saint-Malo.

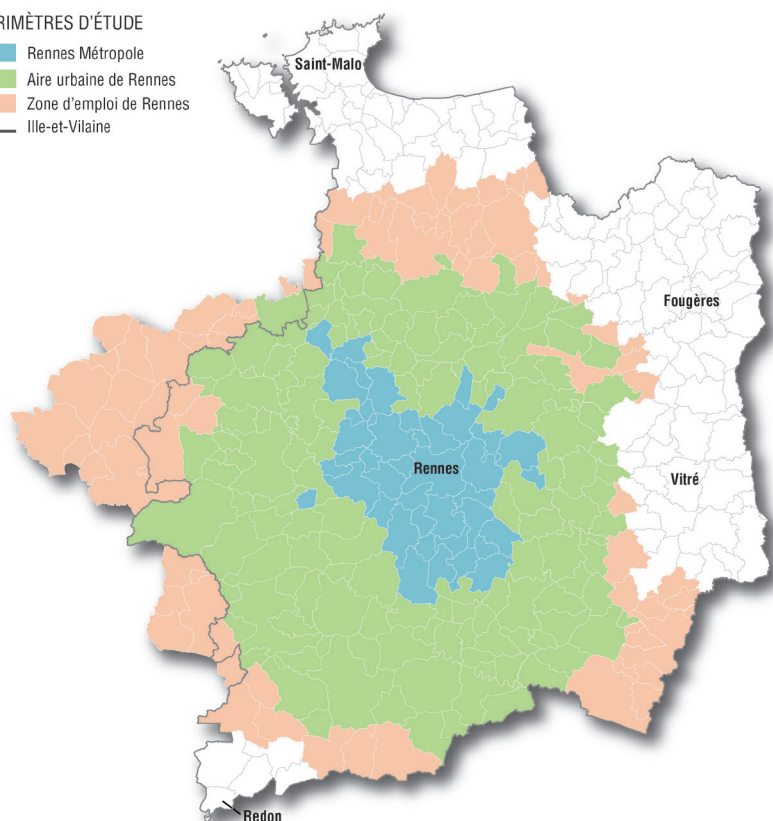
BANQUE DE FRANCE

Les créances impayées

Les établissements de crédit déclarent à la Banque de France les incidents de paiement-effets de créances dès lors qu'ils constatent un défaut de paiement à l'échéance ou à la présentation des ordres de paiement d'une entreprise. La Banque de France enregistre dès le premier Euro les incidents de paiement-effets afin d'assurer l'exhaustivité de la base. La situation résumée des incidents de paiement sur les 15 mois est diffusée aux établissements de crédit et assureurs-crédit ainsi que le détail des incidents supérieurs ou égaux à 1 524 Euros.

PÉRIMÈTRES D'ÉTUDE

- Rennes Métropole
- Aire urbaine de Rennes
- Zone d'emploi de Rennes
- Ile-et-Vilaine





Contacts

Christophe Le Page, Ronan Viel, Hélène Rasneur (Audiar)
Gaëlle Chapon (Audiar-Conseil de dév.)
Christine Guémené (Cellule statistique URSSAF Bretagne)



Composition de la cellule de veille

Copilotes :

Hervé LE JEUNE, *Union des Entreprises pour l'Ille-et-Vilaine*
Patrick SOULIER, *CGT 35*

Membres :

APEC, APECITA, Banque de France, C.E.E.I. Créativ, CCI Ille-et-Vilaine, Chambre d'Agriculture de Bretagne, Fédération Française du Bâtiment en Ille-et-Vilaine, Fédération Syntec, Fondation Rennes 1, Insee Bretagne, Pôle Emploi – DR Bretagne, Randstad, Syndex, Union Régionale des Scop de l'Ouest, URSSAF